SOLDATS DE FRANCE

Magazine d'histoire militaire
de l'armée de Terre

OPÉRATION BONITE - KOLWEZI

N°1 - Février 2017

Alors que nous sommes entrés dans une année nouvelle, que les uns et les autres ont rivalisé d'imagination pour formuler des vœux, nos regards ont logiquement été attirés au-delà de l'horizon. Pourtant, pas un discours, vous pourrez le vérifier, n'a fait l'impasse du bilan, de l'inventaire et de la rétrospective. Ainsi sommes-nous faits : nous avons besoin d'hier pour construire demain.

C'est un peu l'ambition de ce nouveau magazine trimestriel dont je suis heureux d'introduire le premier numéro. « Soldats de France » est un outil pour et sur l'armée de Terre. Au travers de récits de campagne, de témoignages et de portraits singuliers, d'anecdotes multiples sur les équipements comme la symbolique, ce feuillet numérique vous permettra de prendre un peu de recul sur votre quotidien en vous plongeant dans la richesse d'un passé dont peu d'institutions peuvent se prévaloir.

J'ai voulu qu'il se distingue des nombreuses productions d'histoire militaire existantes par un caractère résolument opératoire, pour que chacun d'entre nous puisse, en s'en appropriant le contenu, se construire autour de trois axes :

- *la connaissance du métier : l'histoire est riche d'enseignement sur la stratégie, la tactique et les techniques de combat. Le retour d'expérience de nos anciens est d'une richesse infinie, qu'il s'agisse de la Guerre du Péloponnèse autant que de l'opération Serval.*
- *l'adhésion à l'unité : les traditions constituent un formidable moteur de la fierté de servir dans un régiment, d'appartenir à une arme ou une subdivision d'arme.*
- *la cohésion au sein de l'unité : tout corps social, qui plus est militaire, se construit sur un patrimoine commun et se fédère autour d'un héritage partagé.*

Si la lecture relève plutôt de la discipline individuelle, « Soldats de France » se veut d'abord un outil collectif, un outil pédagogique au service des cadres de contact auxquels je donne la mission d'en assurer la plus large diffusion possible et de transmettre à leurs subordonnés le goût de l'histoire en la rendant vivante, concrète et utile.

Général d'armée Jean-Pierre Bosser
Chef d'état-major de l'armée de Terre

SOMMAIRE

Opération BONITE (Kolwezi) 4-6

Les artilleurs du mont Igman 7-9

Le légionnaire de Kolwezi 10-11

La croix de la valeur militaire a 60 ans 12-13

Jusqu'au bout de la mission : le lieutenant BOURGUIGNON 14-15

Histoire du 35e régiment d'infanterie à travers son insigne..... 16

Directeur de la publication :
GBR Yves de GUIGNE

Rédacteur en chef :
LCL Rémy PORTE

Comité de rédaction :
COL Thierry NOULENS,
LCL Vincent ARBARETIER,
LCL Jean BOURCART,
LCL Frédéric JORDAN,
CDT Rémi SCARPA,
CNE Julien MONANGE

Adresse mail :
emat-histoire.referent.fct@intradef.gouv.fr

LCL O. Lahaie

Opération *BONITE* Kolwezi

L'opération aéroportée sur Kolwezi (19 mai 1978)

Le Congo a obtenu son indépendance de la Belgique en 1960. En 1971, Mobutu le baptise *Zaïre* ; la province minière du Katanga devient le *Shaba*. Un accord de coopération militaire est signé avec la France en 1974.

©René-Paul BONNET/ECPA/ECPAD

En 1978, les deux grands s'affrontent de manière indirecte en Afrique. Les Soviétiques y mènent une politique de déstabilisation grâce aux troupes cubaines d'Angola. Des rebelles ex-katangais préparent un coup de force contre le Shaba dont le cuivre fournit près des 2/3 des revenus du Zaïre. En mai 1978, ils s'infiltrent à partir de la Zambie ; le 13, 3 500 *Tigres-commandos* de Mbumba s'emparent de l'aérodrome de Kengere, coupant les communications de la cité minière de Kolwezi. Cette ville de 40 Km² et de 100 000 âmes dispose d'un aérodrome et d'une station radio. Divisée en quartiers identifiables - vieille ville à l'Ouest, ville européenne à l'Est, Manika au Sud-est - Kolwezi possède un hôpital et un lycée. 3 000 occidentaux travaillent pour la *Société Générale des Carrières et des Mines*. A l'arrivée de rebelles, les forces zaïroises l'abandonnent. Des habitants sont abattus, d'autres pris en otage. L'ambassade de France à Kinshasa est alertée.

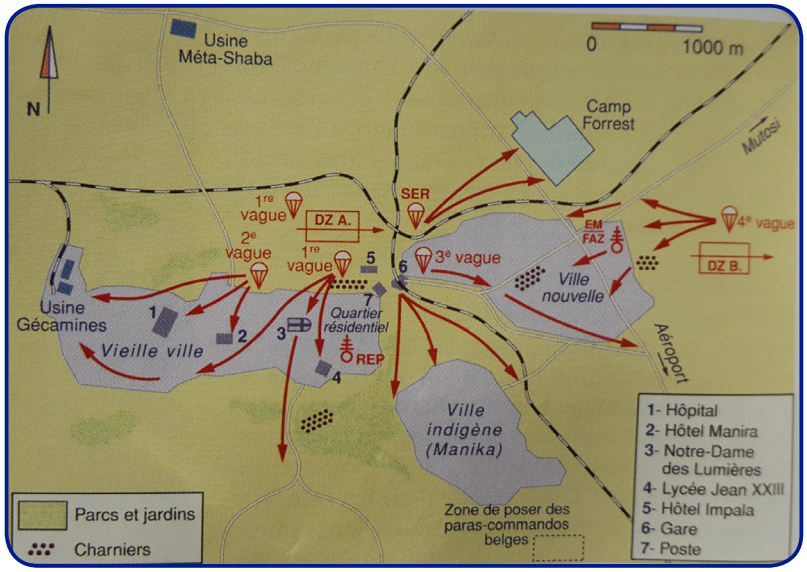
Mobutu affirme à Paris qu'il contrôle la situation. Mais que veulent les rebelles ? Piller et se retirer ou tenter un coup de force ? Mobutu semble incapable de faire face. Des interceptions font état d'exécutions sommaires à Kolwezi. Dès lors, comment sauver les expatriés sans intervention militaire ? Et si l'on s'y décide, comment faire sans heurter l'opinion internationale ? Le 14, Mbumba déclenche une offensive. L'armée zaïroise étant en difficulté, Mobutu appelle à l'aide. Le COL Gras (MMF au Zaïre) suggère une OAP à Paris. L'accueil de Bruxelles est réservé. Les rebelles exécutent pourtant les pro-Mobutu et les Blancs qui refusent d'être détroussés ; terrorisées, leurs familles se terrent. Le 15, les exactions s'accélèrent. Gras transmet l'ébauche d'un plan d'OAP.

©René-Paul BONNET/ECPA/ECPAD

©René-Paul BONNET/ECPA/ECPAD

Conscient de l'impossibilité d'un renfort après la mise à terre, il mise sur la surprise ! De toute manière, le temps presse. Les Belges souhaiteraient se contenter d'évacuer les ressortissants européens. La journée s'achève sans qu'une décision soit arrêtée… On estime que plusieurs centaines de rebelles ont déjà quitté Kolwezi ; à Manika, il n'en resterait que 500 et quelques Cubains. Le moment parait donc opportun, mais il manque le courage politique pour lancer l'opération.

Au matin du 16, des parachutistes zaïrois sautent sur Kolwezi ; d'autres progressent depuis Lubumbashi. Si les pertes gouvernementales sont lourdes, l'aérodrome est repris. Se croyant attaqués par des unités aidées de soldats européens, les *Tigres* massacrent les otages. Devant l'urgence, le président Giscard d'Estaing décide d'intervenir. La France assurera l'OAP au plus près de Kolwezi. Puis la Belgique procédera à l'évacuation des Européens. Avec l'accord du gouvernement zaïrois, Londres enverra en Zambie quatre avions de ravitaillement, puis assurera le rapatriement des Britanniques. Enfin, Washington gèrera la logistique.



L'unité française qui est en alerte *Guépard* est le 2e REP. Seule unité parachutiste de la Légion, il a fait partie de la 11e DP, mais peut aussi être engagé comme l'infanterie traditionnelle grâce à ses véhicules. Le REP compte plus de 1 000 hommes. Commandée par le COL Erulin, cette unité professionnelle est adaptée à l'intervention. Mais il faudra réquisitionner des avions pour aller à Kinshasa. Pour le largage, six avions tactiques sont nécessaires ; la France n'en a que deux. Après avoir repris Kolwezi, les Français devront rétablir la normalité au Shaba. Le 17, le délai d'alerte du REP passe de 72h00 à 06h00. Deux équipes du 13e RDP et une du 1er RPIMa sont envoyées à Kolwezi pour recueillir du renseignement. Á 20h00, le REP achève ses perceptions ; dans la nuit du 17 au 18, son délai d'alerte est diminué de moitié. Sans en connaître motif, il se déplace vers Solenzara.

Le 18, le général Lacaze ordonne de délivrer Kolwezi. 4 *DC-8* d'*UTA* et 1 du Transport Aérien Militaire emportent les légionnaires vers Kinshasa ; un *707* d'*Air France* transporte le matériel. Les perceptions commencent en soirée et les Cies sont briefées. Si les légionnaires ont le sentiment de réaliser un sauvetage et s'ils sont surentraînés, peu ont une expérience opérationnelle. En outre, les renseignements font défaut ; 700 hommes vont sauter à 250 m./sol sous le feu adverse.

©René-Paul BONNET/ECPA/ECPAD

Le 19 à 11h00, la 1ère vague (405 h.) embarque dans 1 *Transall* et 4 *C-130* zaïrois. A 15h30, elle est larguée sur l'aéroclub. Les parachutistes déplorent 6 blessés ; un isolé est tué. Le regroupement effectué, ils marchent sur Kolwezi où des charniers sont découverts ; les clichés de *Paris-Match* légitimeront l'opération. Une colonne blindée est détruite par les légionnaires ; plusieurs embuscades mettent l'ennemi en fuite. La 2ème vague (250 h.) reçoit l'ordre de reporter son saut à l'Est de Kolwezi. Les Français se sont emparés des points clés, y regroupant 2 800 otages. Le 20 à 06h30, la 2e vague coupe la retraite aux *Tigres*. Les parachutistes belges facilitent l'évacuation, laissant le ratissage au REP. L'après-midi, Kolwezi est libérée. Transportant les Européens jusqu'à Kamina, les Belges les acheminent le 21 sur Bruxelles avec huit *Boeing*. Fin juin, une force africaine assure la relève.

©René-Paul BONNET/ECPA/ECPAD

Malgré la fulgurance de *Bonite*, les *Tigres* ont tué 700 Africains et 170 Européens. Le REP a perdu 5 hommes, les Belges 1, les Marocains 1. La force d'intervention compte 20 blessés, l'armée zaïroise 14 tués et 8 blessés. 250 rebelles ont péri et 160 ont été capturés. Les légionnaires ont détruit 4 automitrailleuses, saisi 1 000 ALI, 10 mitrailleuses, 38 FM, 21 RPG7, 15 mortiers et 4 canons. Si *Bonite* fut un succès militaire, cette opération d'évacuation inédite a provoqué des turbulences dans une région déjà bien troublée. Par la suite, le départ des Européens a encouragé le pillage, et le tissu industriel s'est momentanément désagrégé.

LCL F. Jordan

1995 : L'engagement du groupement d'artillerie Leclerc, le 40e RA porte le feu depuis Igman

© collection 40e RA

En 1995, l'ONU (organisation des Nations-Unies) est engagée, depuis près de 3 ans, en Ex-Yougoslavie et tout particulièrement en Bosnie où une guerre fratricide oppose Serbes, Bosniaques et Croates. Hier, citoyens d'un même pays, ces groupes ethniques s'opposent violemment depuis le 6 avril 1992 dans des combats meurtriers où la population est souvent la première victime des snipers, massacres et autres bombardements commis par les diverses factions au mépris de toutes les conventions internationales. La FORPRONU, qui engagera 38 000 soldats pour tenter de protéger les civils et maintenir la paix, se heurte à l'obstination militaire des parties prenantes qui ne respectent que rarement les accords, cesser le feu ou zones tampon. Les casques bleus perdront ainsi 167 des leurs (dont 52 soldats français) et plus de 700 blessés. Les pays de l'OTAN décident alors de créer le 3 juin 1995 une Force de Réaction Rapide (FRR) sous couvert de la résolution 998 de l'ONU pour appuyer la FORPRONU. Elle compte 4500 hommes dont 2000 Français commandés par le général Soubirou. C'est dans ce cadre que les canons AUF1 de 155mm du 40e RA et les mortiers de 120mm du 2e REI vont s'illustrer sur le Mont Igman et permettre de mettre fin aux attaques serbes autour de Sarajevo.

© collection 40e RA

Si des reconnaissances ont déjà été menées au printemps en Croatie et en Bosnie pour valider l'emploi des canons automoteurs, le 40e RA reçoit l'ordre de commencer la mise sur pieds d'un groupe d'artillerie (GA) à 8 pièces avec son soutien, ses structures de commandement et ses observateurs avancés le 19 juillet. En cours de professionnalisation, le régiment va déployer de nombreux engagés volontaires ultérieurs, c'est-à-dire des appelés qui viennent, avec la suspension de la conscription, de signer un contrat d'engagement.

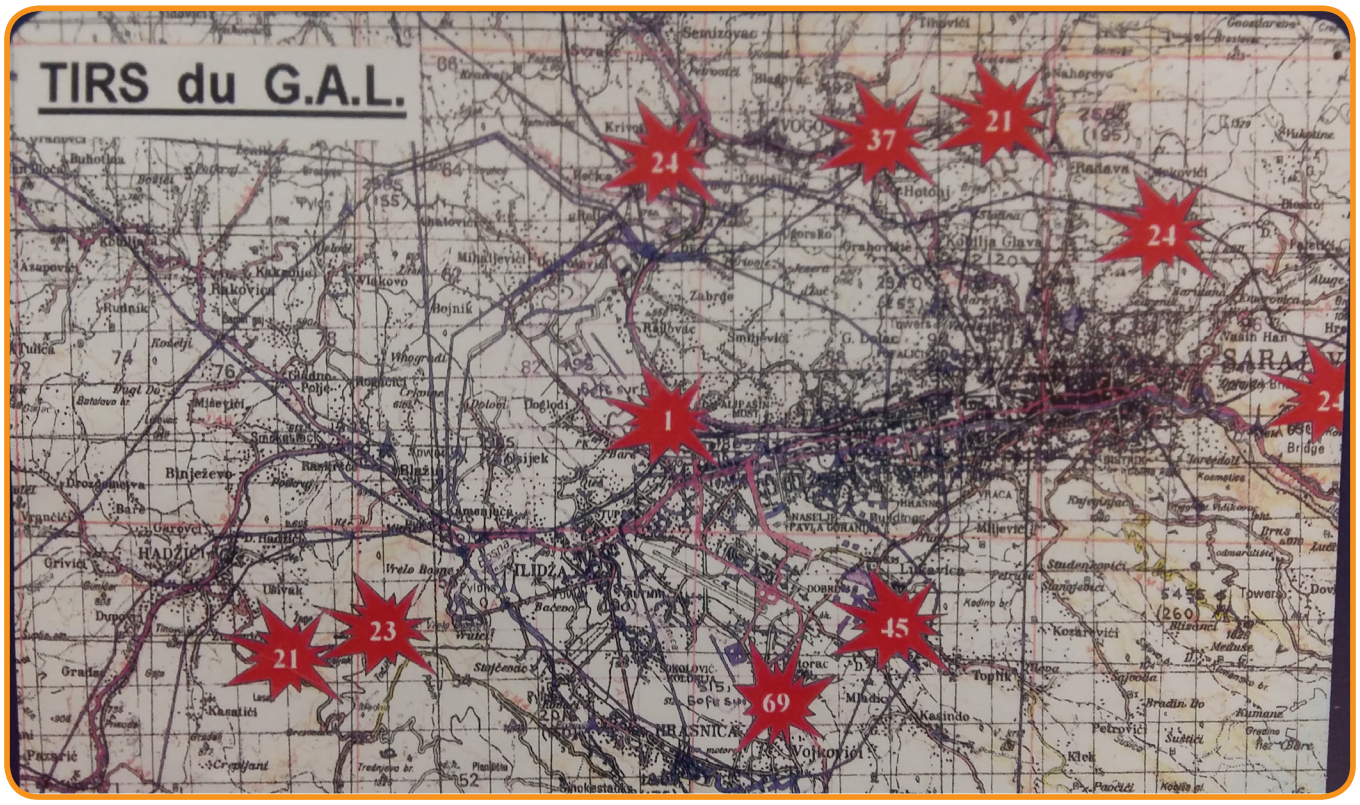
Le 26 juillet, matériels et personnel arrivent à Toulon par voie ferrée avant d'embarquer sur un navire qui appareille le 28 pour les côtes croates. Arrivés à Ploce le 1er août, les AUF1 sont chargés en munitions et organisés avec les autres véhicules (VOA, VAB, VBL, camions,…) en 5 convois. Ces derniers peinent à rejoindre leur zone de déploiement car franchir chaque barrage des belligérants implique des négociations et bras de fer politico-militaires. Les routes qui mènent au Mont Igman sont difficiles et dangereuses, car prise sous le feu de tireurs isolés. La brigade multinationale se déploie néanmoins en mettant en œuvre une chaîne de commandement de circonstance pour coordonner son action. Une cellule d'appui feu est créée ou FSCC (Fire Support Coordination Cell), ainsi qu'une cellule ciblage pour préparer les frappes. Les officiers et sous-officiers français y côtoient les cadres des pays alliés ou d'autres régiments qui disposent également d'artillerie. C'est le cas du 2e REI avec ses 120mm, du 24e régiment d'artillerie britannique avec ses canons de 105mm LG et des Hollandais.

© collection 40e RA

Le 22 août dans la journée, un poste de l'ONU dans Sarajevo tenu par des casques bleus égyptiens est battu par des feux serbes faisant plusieurs blessés. Une riposte est ordonnée sur la batterie qui a ouvert le feu et qui a été décelé par un radar de contre-batterie TPQ36. Les AUF1 qui sont déjà en place tirent 6 coups à 22 km vers 20h30 et neutralisent les objectifs. C'est le premier tir des canons français en opérations extérieures depuis bien longtemps et c'est un succès démontrant l'efficacité de nos artilleurs. Le dernier convoi arrive sur Igman le 27 août midi et le GA8 est au complet et prêt. Suivent la préparation d'autres tirs, le repérage d'objectifs mais aussi l'installation des équipes d'observation, du PCR comme du TC2. Les plans de feux sont préparés en coordination avec l'ensemble des effecteurs disponibles. Le 28 août, la situation se tend dans le secteur de Sarajevo après le bombardement par une des factions du marché de Markkale, qui fait 35 morts et 70 blessés civils. La FRR reçoit alors la mission de participer aux frappes importantes prévues le 30 août pour desserrer l'étau autour de la ville. Cette opération débute tôt le matin par des bombardements menés par l'aviation de l'OTAN avant que les canons et mortiers ne tonnent pendant plus de deux heures. Les milices sont surprises par la précision et la brutalité des tirs de la FRR, notamment des tubes de 155mm français dont chaque tir compte de 30 à 50 coups d'efficacité en 2 minutes. Dans la matinée, les tirs de contre-batterie répondent aux canons serbes qui tentent de riposter puis, dans l'après-midi les AUF1 reçoivent l'ordre de frapper les dépôts serbes de Vogosca avec 48 obus qui pulvérisent les bâtiments.

© collection 40e RA

Entre temps, 5 VOA français sont descendus dans Sarajevo afin d'observer puis régler jusqu'à 19h00 les tirs sur les positions serbes qui prennent les casques bleus pour cibles. Le 1er septembre, de nouveaux tirs et frappes aériennes sont conduites. En deux jours la brigade multinationale a fait tirer 1070 coups, soit 357 de 105mm britanniques, 290 de Mo120 français, 118 de Mo120 néerlandais et 305 d'AUF1. Courant septembre, d'autres tirs sont menés jusqu'au 10 septembre à chaque fois que les Serbes tentent d'agresser les forces internationales.



Tirs du groupement d'artillerie Leclerc / Salle d'honneurs du 40e RA

Cet engagement parfois oublié de l'artillerie française lors d'une opération extérieure démontre, s'il en était besoin, l'importance des appuis dans la manœuvre interarmes mais aussi son rôle pour garantir la liberté d'action d'une force au sol. La puissance des feux indirects, leur précision, leur réactivité comme leur permanence en font un atout tactique dans tout le spectre des missions, de la contre insurrection à la stabilisation en passant par les conflits de haute intensité et, aujourd'hui, les conflits hybrides.

Comme leurs aînés d'hier, les artilleurs sont engagés sur tous les théâtres d'opération pour apporter le feu chez l'ennemi aux côtés de leurs camarades des autres armes.

CNE J. Monange

Le légionnaire du 2e REP à KOLWEZI

© CCH Ponomarev

Du point de vue des équipements et de l'uniformologie, le légionnaire de 1978 peut être qualifié de « combattant de transition », parfait représentant de cette double décennie séparant la fin des guerres coloniales et l'arrivée du FAMAS et des équipements F1.

Peu après ses engagements au Tchad (TACAUD, ZOUAR), le para du REP participant à l'opération LEOPARD (baptisée « BONITE » par l'EMA) au Zaïre est toujours doté de la tenue de combat « Satin 300 » dans sa version TTA, ou TAP comportant la veste de saut 47/63 (à poches à pressions). Cette variante est revêtue, comme sur cette aquarelle du caporal-chef PONOMAREV (peintre aux armées) au moment de l'embarquement à KINSHASA pour l'opération aéroportée. Par la suite, sur le terrain, les compagnies perçoivent les tenues camouflées du paquetage Guépard (treillis TTA 47/52 ou TAP 47/56 modifiés 63). Les rangers noires modèle 65, aptes au saut, complètent la tenue proprement dite.

Du côté des équipements et en commençant, comme il se doit, par le casque, les légionnaires sont coiffés du modèle TAP 51/56, recouvert d'un morceau de toile de tente ou de bâche, fixée par un caoutchouc de chambre à air de GMC (à la charge du légionnaire). A l'arrière, un losange aux couleurs de la compagnie (ici, noir, 3ème CIE, 3ème section).

Les équipements de combat sont composés des effets toile TAP 50/53: ceinturon TAP, bretelles de suspension modèle 50, porte-chargeurs de PM, cartouchières, pochette à pansement, porte-grenades, porte-carte toile, musette d'allègement TAP 51/53 ou TAP 65. Seul le nécessaire de nettoyage PM est en cuir (TTA). Pour les cadres, le PA est protégé par un étui toile TAP 54 (fermeture à patte) ou TAP 50/53 (à pressions). Le poignard de tranchée US 17 ou la baïonnette USM3 dans son étui USM8, ainsi que le bidon modèle 51 fixé sur la gaine et les jumelles complètent un équipement assez succinct, et représentant une masse (sans le parachute) plutôt raisonnable pour l'époque.

Le matériel TAP utilisé pour l'opération s'articule autour du parachute américain T10 de la seconde guerre mondiale, inconnu des légionnaires et n'ayant fait l'objet d'aucune instruction particulière à leur profit. Les paras assujettissent l'armement individuel (MAT 49) au ventral avec les moyens du bord; aucune arme n'est perdue lors de la mise à terre.
La musette d'allègement ou le sac BERGAM prennent place sous le ventral, dans les gaines EL4 ou EL20. Pour les radios, c'est la gaine EL20 délestable qui est privilégiée. Dans le sac ou dans la poche de treillis est roulé le béret vert modèle 53 (de la taille des bérets actuels) avec son insigne métallique TAP 1er type.

© CCH Ponomarev

© MAJ Rodet-Low

Après la perception du paquetage Guépard en cours d'opération, les légionnaires retrouvent la tenue Léopard de leurs anciens d'Algérie, en version TAP (poches à pressions), ajustée par les tailleurs régimentaires, et accompagnée des Rangers en cuir noir modèle 65.

© MAJ Rodet-Low

De nombreux cadres et légionnaires troquent leur MAT 49 de dotation contre des armes prises sur le terrain: M16, AK 47, G3 et FAL apparaissent sur les hommes dès les premières heures de l'opération. Ici, un légionnaire avec une AK47.

LCL M. Joussen

La croix de la Valeur Militaire

Depuis 60 ans, la marque du courage

En 1915, devant l'ampleur des actes de bravoure ne pouvant tous être récompensés par la Légion d'Honneur ou la Médaille Militaire, il est décidé d'instituer une décoration spécifique, qui recevra le nom de Croix de Guerre, même s'il a été alors envisagé de la nommer « médaille de la valeur militaire »...
Cette Croix sera ensuite attribuée aux combattants pour les théâtres d'opérations extérieurs (TOE) puis pour la seconde guerre mondiale.

P.HILAIRE©armée de Terre

Deux modèles d'essai de la future Médaille de la Valeur Militaire (en haut) et le modèle retenu. En bas, les avers de ces trois médailles (coll. part.)

En 1956, l'armée française est engagée en Afrique du Nord depuis deux ans dans des « opérations de sécurité et de maintien de l'ordre », et non « de guerre » : en effet, l'Algérie a cette particularité administrative d'être alors part intégrante du territoire national, dont elle forme trois départements. Il est alors impossible de récompenser les actions d'éclat individuelles de nos soldats avec la Croix de Guerre des TOE : c'est pourquoi est créée en avril 1956 la Médaille de la Valeur Militaire, inspirée par la Médaille Coloniale (même ruban, mais où le rouge couleur du sang se substitue au bleu outre-mer), et permettant sur son ruban le port des citations des niveaux régiment/brigade (étoile de bronze), division (étoile d'argent), corps d'armée (étoile de vermeil) et armée (palme de bronze) tel qu'existant pour les Croix de Guerre.

Très vite, six mois après sa création, la médaille est remplacée par une croix, la Croix de la Valeur Militaire telle que nous la connaissons aujourd'hui. A partir de la fin de la décolonisation, la Croix de la Valeur Militaire est remise pour récompenser les actions d'éclat « *hors du territoire national, au cours ou à l'occasion de missions ou d'opérations extérieures* » (dorénavant sur le territoire national, les citations obtenues sont portées sur le ruban de la Médaille d'or de la Défense Nationale), ce qui explique son attribution aux troupes engagées au Tchad, en Mauritanie, au Cambodge, au Liban, en Somalie, au Rwanda, en ex-Yougoslavie, en Haïti, en Afghanistan et au Sahel notamment.

S. RAFFIN © armée de Terre

J.Bardenet©armée de Terre

Elle prend place naturellement après les ordres nationaux et la Médaille Militaire et avant les médailles commémoratives, rang qui prouve son importance.
Initialement, la Croix de la Valeur Militaire, contrairement aux Croix de Guerre ne pouvait être remise qu'à titre individuel. Depuis 2011, à l'instar des autres Croix, elle peut être remise à des unités à titre collectif, et une unité deux fois citée, ou plus, à l'ordre de l'armée reçoit une fourragère destinée à rappeler les citations obtenues sur la Croix de la Valeur Militaire.

LCL O. Lahaie

Sans esprit de recul !

Lieutenant Bourguignon, mai-juin 1940

Coll. part. O.Lahaie

Le 20 mars 1940, Bourguignon prend le commandement de l'ouvrage de La Ferté (bloc I) ; il a sous ses ordres le sous-lieutenant Thouemont (bloc II), et commande des fantassins (4e compagnie d'équipages d'ouvrages du 155e régiment d'infanterie de forteresse), des observateurs d'artillerie (169e RA) et des sapeurs, soit un effectif total de 107 personnels (2 officiers et 1 médecin, 15 sous-officiers et 89 soldats). Le fort de Villy-la-Ferté est situé à l'extrémité ouest de la Ligne Maginot, face à la frontière belge. Construit à partir de 1935, il est isolé de l'ouvrage le plus proche par la vallée de la Chiers ; malgré son armement (14 mitrailleuses, 6 pièces antichar et 8 fusils-mitrailleurs), il est considéré comme le moins bien équipé du secteur. Il n'y a pas d'entrée arrière ; les cloches de guetteurs ne tournent pas et n'ont pas de mortiers de 50 mm, pourtant destinés à couvrir les angles morts. L'ouvrage peut être décrit sommairement comme étant composé de deux blocs séparés de 250 m (Ferté nord et Ferté sud). Le bloc I est doté d'une casemate avec canon de 47 mm antichar et de trois cloches pour guetteur avec fusil mitrailleur, plus trois cloches pour armes mixtes et une d'observation périscopique ; le bloc II d'un canon de 25 mm antichar et un jumelage de mitrailleuses. Une galerie de 270 m de long, enterrée à 35 m de profondeur, permet de relier les deux parties.

Coll. part. O.Lahaie

En mai 1940, les Allemands décident d'attaquer à la jonction entre l'aile marchante française et la ligne fortifiée. Le 15, ils arrivent au contact de la Ferté par la vallée de la Chiers. Bourguignon expédie une lettre à sa femme : « *Ils vont nous prendre par la gauche. Avons entière confiance et bon courage* ». Les Allemands se heurtent d'abord à des éléments de la 3e division d'infanterie coloniale, mais isolent aussi l'ouvrage de La Ferté. Bourguignon ne parvient plus à communiquer que par téléphone et radio avec ses supérieurs. Le 16 mai, il fait tirer sur l'angle mort situé entre les deux ouvrages par les 75 mm de la batterie du Chesnois pour limiter les infiltrations ennemies, puis le lendemain, sur les abords des blocs.

En fin d'après-midi le 18, les coloniaux se replient, ce qui décide les Allemands à s'attaquer directement aux blocs dont les feux menacent les flancs. Après une intense préparation d'artillerie - réalisée par près de 200 canons et mortiers lourds - qui lamine les réseaux de barbelés et fatigue nerveusement les défenseurs, les tirs directs des canons de 88 mm sur les cloches blindées et la tourelle bétonnée du bloc II commencent. Ces derniers les détruisent et permettent aux pionniers, dissimulés par des fumigènes, d'accéder sur l'ouvrage pour y placer des charges. En une heure, l'ouvrage - ravagé par les explosions et en flammes - est quasiment perdu ; ses défenseurs se sont réfugiés dans la galerie souterraine. Au crépuscule, une contre-attaque de la 3e D.I.C., appuyée par des chars, échoue.

Coll. part. O.Lahaie

Coll. part. O.Lahaie

Le 19, un peu après minuit, les Allemands s'en prennent au bloc I en procédant de la même façon. Vers deux heures, l'équipage doit se réfugier dans la galerie. Privée d'alimentation en air et gênée par les fumées toxiques des explosions, la garnison a mis le masque à gaz ; la situation semble désespérée puisque le taux d'oxygène baisse dangereusement. Bourguignon téléphone au général commandant la 3e D.I.C. pour tenter une sortie, mais on la lui refuse. La dernière communication avec l'ouvrage est établie à 5 heures 30. Dans la matinée, en voyant les Allemands juchés sur le fort de La Ferté, les observateurs français comprennent que son équipage a succombé. Les 107 hommes sont morts à leur poste, tués par les explosions ou asphyxiés. En juin 1940, les Allemands enterrent les morts de La Ferté.

En 1945 cependant, on ne retrouve que 90 Français, enterrés près du village de Sailly. Il manquait donc 17 corps, dont celui du lieutenant…
Le 13 juin 1973, grâce au témoignage d'un ancien sous-officier allemand ayant participé à l'inhumation en 1940, on finit par retrouver le corps de Bourguignon, de son adjoint, et de 15 de ses soldats près de l'entrée du bloc II. Leurs dépouilles reposent depuis au cimetière, à 100 mètres de l'ouvrage de Villy.

Coll. part. O.Lahaie

CDT R. Scarpa

Un Régiment à travers son insigne : le 35e RI

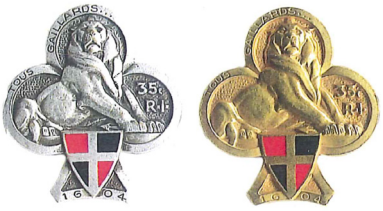
Premiers insignes distinctifs créés vers 1925 destinés à être portés sur le calot ou comme ici sur la fourragère.

« *Je suis fier de vous… bravo mes As !* » C'est en ces termes que le général Philipot immortalise en 1917 l'appellation désormais consubstantielle au 35 et l'origine de la forme actuelle de son insigne. A l'issue de la bataille de Champagne, la 14e DI a l'honneur d'être la seule division dont tous les régiments sont décorés de la fourragère.
La répartition des As confère au chanceux 35e RI l' « As de Trèfle »… représenté sur tous ses modèles d'insigne.

Insignes successifs du 35e RI :

Trèfle noir dans une couronne de laurier et chêne date d'avant 1939

Ecu français avec lion sur ciel d'azur, couleurs du régiment de Némond



Trèfle noir, mentions « 1604 » et « Syrie » (modèle 1939). Le modèle actuel fut validé en 1952. Une rare version dorée est présentée ici

Insigne du « commando » du bataillon de marche en Extrême-Orient (1947)

Insigne de la compagnie d'instruction mixte du 35e RI-61e RA.

L'écu aux couleurs noire et écarlate encadrant la croix blanche de l'infanterie française et la date font mémoire, quant à eux, de la première enseigne de guerre[1] du régiment bénite le 26 mars 1604. Monsieur de Némond venait de recevoir du Roi Henri IV la charge de créer d'un régiment lorrain[2] à son service. Sous la Fronde, son histoire se confond déjà avec celle de Belfort, qu'il assiège en 1653. Devenu propriété du duc d'Anjou en 1669, il demeure aujourd'hui le seul régiment princier à notre ordre de bataille. Puis, en 1773, c'est au duc d'Aquitaine, son petit-fils, que Louis XV le confie.

Sous la Révolution, *Aquitaine* se mue en 35e régiment d'infanterie. Tour à tour demi-brigade de bataille puis de ligne, il glane ses titres de gloire. Lors de la guerre franco-prussienne en 1870, l'héroïque défense de la ville de Belfort, dont le colonel Denfert-Rochereau fut à la fois le chef et l'âme, devint l'acte fondateur de la symbolique du 35. Le lion[3] sera représenté sur le premier modèle d'insigne de 1939. « Syrie » en caractères arabes y rappelait alors la citation qu'y obtenu en 1925 le 3e bataillon.

Sur le modèle actuel[4] est enfin partiellement reproduite la devise « *tous gaillards, pas de traînards !* » que Louis-Ernest de Maud'huy, « colonel immortel » du 35e RI lui légua en héritage.

L'insigne du 35e RI, ce sont 412 ans d'héritage au service de la Patrie rendus palpables en un objet.

[1] Ancêtre des emblèmes actuels
[2] En 1625, le régiment devint officiellement français.
[3] Du sculpteur Bartholdi
[4] Validé en 1952